

COVID OBLIGE ?

Un an que notre quotidien est bouleversé par la pandémie, un an aussi que la solidarité collective s'est organisée ici comme sur le territoire national, à l'exemple du centre de vaccination, signe fort que chacun est entré en résilience.

En contrepartie, vous attendez certainement de vos dirigeants des décisions claires quant aux projets qui définiront notre avenir post Covid.

Or à Biganos comme dans notre pays, difficile de se projeter tant les questionnements légitimes des citoyens restent sans réponse. Si le gouvernement, par la jeunesse du parti dont il est issu, peine parfois à trouver sa ligne directrice, nous aurions pu espérer qu'ici, l'équipe pour son 3ème mandat, soit opérationnelle dès l'élection et mette en œuvre un programme abouti. Les derniers conseils municipaux qui traitaient en partie des orientations budgétaires et de la démocratie participative n'ont pourtant rien confirmé en ce sens.

Ainsi, la nouvelle formule des comités de quartier n'a pas convaincu notre groupe. Il est évident que lorsque l'Édile impose 4 membres dans chaque comité et que leur communication est impérativement validée par l' élu référent avant publication, comme stipulé sur la charte votée, on est loin de l'idée de collectifs indépendants prônés dans notre programme !

Concernant les investissements, un plan prévisionnel de 29M€ sur le mandat serait arrêté par les élus, mais impossible d'en obtenir les éléments précis, le calendrier et encore le plan de financement. L'absence de l'adjoint aux finances le jour de la présentation et du vote du budget en serait-elle la cause ? Tout au plus est évoquée la construction d'un tiers-lieu à la destination indéfinie à 9M€ tout de même ; ou des études pour une 3ème école évaluée à 3,5M€ (pour mémoire coût de l'école du Lac Vert : 8M€) alors même que 2 classes ferment et qu'une restructuration de l'école du Bourg vieillissante serait opportune.

Prétextant une approche prudentielle liée au Covid, on surévalue les dépenses de fonctionnement, on minore les recettes. Or, l'investissement impacte le fonctionnement de 6M€ nous classant en termes de dépenses de services par habitant sous la moyenne nationale des villes comparables et bien au-dessus en termes de dépenses d'équipement.

Faut-il croire que ce 3ème mandat s'oriente résolument vers des restrictions budgétaires au détriment du quotidien pour briller sur des investissements pharaoniques aux destins incertains ?

Mieux encore, les recettes d'investissement sont plus élevées que les dépenses prévues !

Ne sait-on plus comment dépenser les deniers publics alors que nous nous sommes séparés de la gestion de nos ports faute de moyens ?

Fidèle à notre engagement notre groupe reste vigilant, apportant ses compétences sur l'amélioration des documents budgétaires il ne manque pas pour autant d'exprimer sa désapprobation lorsque les engagements ne semblent pas guidés par l'intérêt général.

Annie CAZAUX
Biganos Dynamisme & Partage
Conseillère Municipale - Conseillère Communautaire

DU SECTARISME AU CLIENTÉLISME, IL N Y A QU'UN PAS...

La décision de la Préfecture de la Gironde via l'Agence Régionale de Santé de choisir Biganos comme centre de vaccination pour la Covid-19 a suscité de la part de certains responsables de collectivités du territoire du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre des commentaires hors de propos par rapport aux enjeux de santé publique, préférant privilégier leur intérêt politique.

Ce réflexe «politicien», cette crispation réactionnaire, relèvent d'un comportement limité, sectaire qui se prolongent jusqu'à l'intercommunalité (COBAN). Or, notre Maire et l'équipe qui l'entoure ont œuvré, comme toujours, dans l'intérêt général et dans le cadre d'une solidarité républicaine, dans le seul but de contribuer spontanément à l'effort national en toute équité, sans esprit partisan, et donc local en déployant des moyens conséquents afin d'éradiquer cette pandémie aux conséquences ravageuses tant individuelles, que collectives, économiques ou encore culturelles. Heureusement, d'autres responsables de ce même territoire ont su faire passer l'intérêt général avant leur propre intérêt. Qu'ils en soient remerciés.

Les autres, dont certains sont candidats aux prochaines élections départementales et régionales - ce qui pourrait sans doute expliquer leur comportement démagogique ! - ont privilégié le clientélisme par une communication éhontée, ne rehaussant pas par-là la noblesse de la politique alors qu'il aurait fallu se détourner du débat politique et affronter collectivement la crise que nous traversons pour accompagner tous nos concitoyens sur notre territoire.

Pour l'heure, les dépenses substantielles sont uniquement à la charge de Biganos et donc payés à travers nos impôts et ce ne sont pas les subsides de l'État qui parviendront à les couvrir. Les communes voisines, qui ont tourné le dos à cette démarche humaniste, ont toujours le choix de revenir à la raison et contribuer à cet investissement pour tous, dont le seul but est de participer à vaincre l'épidémie. La COBAN même, par la voix de sa première vice-présidente chargée des Finances, serait bien inspirée de briser ce silence assourdissant et indifférent en participant équitablement au budget des centres de vaccination d'Arès et de Biganos. À l'heure où nous écrivons cette tribune, aucune proposition d'aide quelle que soit sa nature n'a été faite.

Qu'il nous soit permis de rendre hommage à tous les personnels des Villes de Biganos, de Salles, de Lanton et de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre, aux professionnels de santé, ainsi qu'aux nombreux bénévoles, qui ont mis toute leur énergie pour faire face à cette situation inédite, et faire fonctionner dans les meilleures conditions possibles ce centre, sans oublier les élus solidaires.

Par ailleurs, cette édition du « Biganos Mag » fait également largement écho au vote du budget de la commune pour l'année en cours. Malgré les contraintes liées à la crise sanitaire et une stagnation des recettes, notre équipe, comme les années précédentes, présente un budget maîtrisé et prudent, qui répond aux besoins des habitants avec un niveau conséquent en terme d'investissement (7 M€). Ceci sans recourir, ni à une augmentation des taux de la fiscalité directe locale (part communale), ni à l'emprunt, qui dans le cas contraire, viendraient amputer le pouvoir d'achat de ceux - trop nombreux - qui ont des difficultés à terminer les fins de mois. N'en déplaise aux Cassandre, sans sectarisme ni clientélisme, soyez persuadés que nous veillerons cette année et tout au long de la mandature, à la maîtrise des finances de la Ville.

Groupe majoritaire Agir Pour Votre Avenir